

## GROUPE D'ANALYSE ET D'INFORMATION SUR LE ZAÏRE (GRAZ)

---

### SUR LA GUERRE A L'EST DU ZAIRE: QUID DU MANICHEISME TROMPEUR?

(NOTE DU 20 MARS 1997)

Un regard attentif sur la situation de la guerre actuelle dans les grands lacs, laisse apparaître une mixture des contre-vérités, des intérêts internationaux à demi-avoués, et les résultats chaotiques de trente cinq ans d'une dictature longtemps au service de l'occident. Progressivement le masque tombe. D'une soit-disante révolte des tutsi alias "banyamulenge" jusqu'à la conquête d'un cinquième du territoire zaïrois par ceux qui se disent "rebelles zaïrois"(les armées ougandaise et rwandaise et quelques supplétifs locaux tutsi), leur "chef" Laurent Kabila a fait long chemin. Cet illustre dinosaure ressuscité voit les médias et l'opinion occidentale lui donner un double rôle : libérateur du peuple zaïrois et un alternatif sérieux au dictateur Mobutu.

Mais Kabila est-il le "messie" qu'attend le peuple zaïrois ? S'il y a une constance à laquelle adhèrent tous les zaïrois épris de bon sens c'est le départ de Mobutu, de tout ce qu'il incarne sur la scène politique zaïroise, et l'établissement d'un Etat de droit propice au développement des droits humains. Cependant ces objectifs si légitimes soient-ils ne peuvent être réalisés à n'importe quel prix et pas par n'importe quels acteurs.

La réalité est d'ailleurs loin d'être conforme aux quelques images de liesse que balancent certains médias pour paraît-il illustrer l'adhésion populaire dans les zones "libérées" ou "occupées". Ainsi p.ex. LE MONDE du 18 mars 1997 relève que << les zaïrois ne sont pas dupes. Dans les territoires conquis, une fois passée la période d'euphorie, les populations constatent que cette rébellion n'est pas à proprement parler zaïroise (...) les meilleures unités de ces troupes et ses principaux conseillers sont des tutsi rwandais. Les Zaïrois commencent à douter de son pouvoir de décision et s'interrogent sur sa marge de manoeuvre réelle >>. Un habitant de Goma ajoute : <<...Kabila parle de territoires libérés, mais nous les gens d'ici vivons en territoire occupé...>> dixit LE MONDE ci-cité.

Dans les régions "libérées" , les violations massives de droits de l'Homme sont le lot quotidien des populations zaïroises non-tutsi. Ainsi par ex. le droit à la propriété privée des zaïrois est précaire. Les expropriations des résidences et tout bien faisant l'envie des occupants s'opère dans l'impunité et l'arbitraire le plus total. Les exécutions sommaires, les enlèvements nocturnes et les disparitions, les tortures et la suppression des tribunaux, l'enrôlement forcé des enfants de moins de 15 ans dans les rangs de l'A.F.D.L., les traitements dégradants et l'humiliation psychologique des Zaïrois comme les bastonnades sont courants. Par ailleurs Kabila assiste silencieux au pillage systématique des richesses des régions occupées. Les matériels des plusieurs entreprises, centre des recherche, universités tels IRS/Lwiro, I.N.E.R.A., U.E.A., I.S.P./Bukavu, les stocks de café, de thé, de quinquina, des lingots d'or de Kilo-Moto ou de la SO.MI.N.KI./Kalina et Kamituga ont été transférés au Rwanda<sup>1</sup>. Le droit à la libre opinion et correspondance sont abolis car les lettres sont fouillées, l'envoi des fax soumis au fichage, les journaux indépendants interdits, les radios locales transformées en "radios du peuple". Les droits économiques et sociaux sont précarisés. Ainsi par ex. les étalages et dépôts des marchés de Bukavu,

---

<sup>1</sup>A l'heure actuelle le régime de Kigali, qui a obligé toutes les entreprises de régions du Kivu d'ouvrir de comptes dans les banques rwandaises et prendre les licences d'exportation au Rwanda, est entrain de négocier la vente sur le marché internationale de son butin de guerre. Les sources bien informées citent Anvers comme étant particulièrement sollicité.

Goma et Uvira ont été attribués en majorité aux Tutsi rwandais ou à quelques commerçants pakistanais (comme Kotecha, Datco...) qui eux aussi profitent pour casser la libre concurrence, d'où la hausse des prix. Des territoires zaïrois au Kivu (p.e. Idjwi, Jomba) sont déjà annexés à des préfectures rwandaises. Les autres zones dites libérées sont dirigées exclusivement par des tutsi rwandais nommés par Kigali y compris dans toutes les administrations et entreprises publiques.

Objectivement, soulignons que Kabila a réussi à rendre service à la communauté internationale qu'au régime rwandais : il a réglé en quelques semaines, même à coup de tueries massives largement prouvées (voir témoin occidental supposé de digne foi, les rapports de l'AZADHO et Amnesty international), le problème des réfugiés rwandais hutus vieux de deux ans et du coup sécuriser et renforcer les régimes minoritaires tutsis du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda, nouvelles têtes de l'impérialisme américain en Afrique. Sur le plan interne, Kabila s'invite arme à la main à la table de la bipolarité figée entre la mouvance de Mobutu contre celle du plus illustre des opposants zaïrois, monsieur Etienne Tshisekedi.

Si le "phénomène" Kabila a le vent en poupe, cependant plusieurs doutes subsistent : d'une part, la capacité de Kabila à transcender ses propres démons ; c-à-dire transformer ses victoires militaires (longtemps rêvées depuis la rébellion muleliste de 1964) en une assise politique. Puisque inconnu du paysage politique zaïrois né de la dure bataille d'une longue transition pro-démocratique. D'autre part quel sera le prix à payer aux parrains ougandais et rwandais eux-mêmes sous-traitants de l'impérialisme adultéré et galvaudé ? Le monde actuel est dans la logique du donner et du recevoir...

Par quel métampsychose les régimes militaires minoritaires tutsi burundo-ougando-rwandais, foncièrement anti-démocratiques peuvent-ils devenir les chantres de la démocratie si ce mot a un sens univoque ? Le régime tutsi rwandais ne veut d'aucune élection qui porterait au pouvoir la majorité démocratique hutu contre laquelle il est entretenu une peur comme si c'était de la peste. Celui d'Ouganda a trouvé sa formule de "démocratie sans partis politiques", les candidats étant filtrés discrétionnairement par la minorité au pouvoir. Au Burundi, le coup d'Etat de Pierre Buyoya a parachevé le processus de la minorité de casser la démocratisation issue des élections pluralistes de 1993 ayant porté à la présidence un hutu, feu Melchior Ndadaye.

En novembre 1996, le journal WALL STREET édition de New-York concluait un long article sur le Zaïre en ces termes : <<...l'éclatement du Zaïre est une chance pour ce pays. Cela aurait le mérite d'amener le Zaïrois vers la démocratie et le développement...>>. Ceci résume les objectifs américains dans les Grands-Lacs, où ils sont plutôt intéressés d'accéder et de contrôler des ressources minières fabuleuses et évincer la France de ce qui était son "précarré" (sic). Mais la guerre de l'Est du Zaïre a démontré le fort attachement des Zaïrois de leur territoire et à l'identification à la nation zaïroise. Nombreuses analyses craignent que Kabila ne soit le paillason des visées précitées. Si la voie de négociations proposées par ses soutiens n'aboutissait pas, et s'il se trouvait dans l'impossibilité de conquérir tout le pays (ce qui est fort probable vu son immensité, et les moyens militaires à sa disposition), ce chef serait poussé à la partition du Zaïre sur une limite prenant le 25ème parallèle allant de Kisangani à Kamina au Shaba, éventuellement en y annexant les deux Kasaï coffre-fort diamantaire d'Afrique. Ceci correspond bien au rêve caressé par une alliance d'intérêts économique-culturels étrangers. Et cette nouvelle république sécessionniste serait ainsi le tiroir-caisse de remboursement de frais de guerre contractés par le régime ougandais de monsieur Museveni et de monsieur Kagame le rwandais tous auprès des américains.

Pour la génération actuelle des zaïrois, Kabila est par ailleurs un homme du passé. Son mouvement est dépourvu du moindre projet de société capable de sortir le Zaïre de trente-cinq ans de léthargie entretenue par le mobutisme. Ceci se remarque d'ailleurs par la méfiance du milieu étudiant tant au pays que dans la diaspora.

De même aussi de la méfiance des leaders politiques même ceux de sa propre province du Shaba. Les populations dans les régions occupées ont déjà la voie de la résistance armée pour les uns comme les milices Mayi-Mayi et Bangilima au Nord-Kivu, les Babembe et Bavira à Fizi et à Uvira. Les Barega et Bashi à Mwenga et de la région de Bukavu. D'autres, faute d'armes font de la résistance passive clandestine comme le Front de Libération contre l'Occupation Tutsi (FLOT) dont les tracts circulent sans discontinuer dans la ville de Bukavu.

La lutte politique voire militaire est certes nécessaire pour faire partir Mobutu si elle est effectivement une action entreprise par les fils du pays, et si seulement si elle n'hypothèque pas l'intégrité du pays. Or sur ce dernier point monsieur Kabila se disqualifie et annihile ainsi la confiance que pouvait lui faire ses compatriotes. Sortir de l'impasse n'implique-t-il pas d'encourager le processus de démocratisation qui devait aboutir cette année aux élections générales, auxquelles même monsieur Kabila aurait pris part s'il se sentait porteur d'un nouvel idéal pour le Zaïre ?

D'ailleurs la voie des armes n'est pas la plus adéquate pour établir, construire et enraciner la démocratie. Le Zaïre est certes dans l'impasse; ceci exige de son intellegentsia plus d'imagination, de réflexion et le refus de solutions de facilité, surtout exogènes. Construire la démocratie et le développement implique de penser le changement social en termes institutionnels et non en simple jeu des personnes.

A 65 ans et diabétique, Monsieur Kabila tente de se refaire une seconde vie au risque de se faire rattraper par l'Histoire qui sans doute pourrait lui demander des comptes dans la période sombre de son pays.

Pour le Groupe d'Analyse et d'Information sur le Zaïre (GRAZ)

Ibrahim KATCHELEWA  
Juriste

Bagalwa MAPATANO  
Politologue